

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 10 MARS 2007

RAPPORT MORAL 2006

L'année 2006 demeurera une année importante pour notre Commission à bien des égards. Elle a tout d'abord vu la fin du procès que nous avons avec M. Hacquebart-Desvignes. Le jugement rendu ne nous a pas condamnés, il a reconnu nos arguments. Néanmoins, nous avons dû verser 5 000 euros à divers titres. Mais, comme on dit en espagnol : « No hay mal que por bien no viene », ce désagrément a été presque simultanément accompagné d'un événement favorable grâce à l'action efficace du général Faivre : il s'agit du versement d'une subvention de la part des « Gueules cassées ». Le rétablissement d'une situation financière à un certain moment compromise nous permet d'envisager le futur avec optimisme.

Ces faits fondamentaux ne nous ont pas empêchés de poursuivre régulièrement nos activités, tant à Paris qu'en province. À Paris, nous avons continué de tenir nos réunions mensuelles dans le prestigieux salon que la Fondation del Duca met généreusement à notre disposition d'octobre à mai. Nous avons pu ainsi entendre huit conférences, entre avril 2006 et février 2007, dont voici la liste :

- 29/04/06. *Dominique Farale* : « Les batailles de la région du Talas et l'expansion musulmane en Asie centrale, Islam et Chine, un choc multiséculaire » ;
- 13/05/06. *Jean-Pierre Salzmann* : « La bataille de Verdun vue par les guides Michelin » ;
- 14/10/06. *Jean Avenel* : « Les États-Unis deviennent une puissance mondiale : 1880-1900 » ;
- 18/11/06. *Pierre Streit* : « Le service étranger, un instrument de la politique étrangère de la Suisse pendant l'Ancien Régime ? » ;
- 09/12/06. *Henry de Wailly* : « Syrie 1941, un imbroglio anglo-franco-français » ;
- 13/01/07. *Général Maurice Faivre* : « Le renseignement dans la guerre d'Algérie » ;
- 10/02/07. *Isabelle Richefort* : « Van der Meulen, peintre de la guerre au siècle de Louis XIV » ;
- 10/03/07. *Jean-Marc Largeaud* : « La bataille de Waterloo, entre histoire et mémoire ».

Des événements imprévus nous ont obligés à reporter notre troisième journée Île-de-France, qui se déroulera le 27 septembre prochain sur le thème initialement prévu : « La diplomatie militaire ou l'usage politique de la force ».

En province, nos délégations ont fait preuve d'un réel dynamisme. Celle de Méditerranée, sous la direction de Philippe Richardot, a organisé en juillet 2006 la visite du Fort du Barbonnet, qui a attiré, grâce à nos relations avec le Centre de Prospective de Pully, des participants suisses. La délégation a

également organisé, en janvier 2007, la visite du musée de l'Empéri et de la Crau, et du musée de la Libération de Provence.

La Commission Lorraine, qui possède la personnalité juridique, a tenu son assemblée générale le 3 mars et organise le colloque de Marsal les 23 et 24 juin prochains, sous la haute autorité de M. Pierre Messmer, qui sera présent. Ce sera, comme convenu lors de notre dernier conseil d'administration, le lieu de notre visite de juin pour les personnes intéressées.

On notera également la création de deux nouvelles délégations : Océan Indien, sous la direction de M. Jérôme Dorvidal, et Languedoc-Roussillon, sous celle de M. Jean-Marc Lafon. Enfin, la délégation Vendée a organisé trois journées d'études à Paris, Nantes et La Roche-sur-Yon, sur le thème de « L'histoire militaire des guerres de Vendée », ce qui témoigne du dynamisme de nos délégations régionales.

2006 a également vu la création de la lettre d'information, animée par son secrétaire général. Son volume a singulièrement augmenté en une année, et elle se révèle être un indéniable vecteur de notre développement.

En ce qui concerne notre participation au congrès de la CIHM en août, nous avons constitué, comme tous les ans, la deuxième délégation en nombre après celle des États-Unis. Deux membres ont présenté des communications qui ont compté parmi les plus appréciées : le général Maurice Faivre et M. Jean-Marc Lafon. Le prochain colloque prévu au Cap, en Afrique du Sud, est en cours d'organisation et nous en parlerons ultérieurement. Cette année a hélas vu le décès de plusieurs membres, dont celui du général Salkin, et le départ du professeur Bariéty du conseil d'administration mais non de la CFHM.

En revanche, nous avons de nouveaux adhérents et M. Pierre Messmer a accepté la présidence d'honneur de notre Commission. Nous sommes en train de développer des projets destinés à accroître notre rayonnement : rédaction d'une brochure de présentation afin d'organiser le recrutement de futurs membres, préparation d'une commémoration du 70^e anniversaire de la CFHM en 2008. Il a par ailleurs été décidé de maintenir la cotisation à son niveau actuel.

Voilà ce qui a constitué, à mon avis, le bilan de l'année 2006. Il me paraît positif, et je remercie les membres du conseil d'administration pour leur action solidaire et efficace durant une période difficile. Cette union doit être préservée, elle est l'une de nos forces face aux institutions extérieures, comme le SHD avec lequel nous sommes en relations fréquentes, et afin de poursuivre notre rôle de vecteur de connaissances de l'histoire militaire sous toutes ses formes.

Jean Avenel, président de la CFHM.



Commission Lorraine d'Histoire Militaire (CLHM)



Sous le haut patronage de Monsieur Pierre MESSMER, Chancelier de l'Institut de France

COLLOQUE

« Vauban, Marsal, guerre, économie et fiscalité sous Louis XIV »

samedi 23 et dimanche 24 juin 2007, salle des fêtes de Marsal

Intervenants :

MESSMER, Pierre	Chancelier de l'Institut de France <i>Discours d'ouverture du colloque</i>
BARBIER, Madeleine	Maître de Conférences, Centre Lorrain d'Histoire du Droit, Université Nancy 2 <i>La fiscalité directe au temps de Louis XIV</i>
BILLORET, Jean-Louis	Professeur de Sciences Économiques, Nancy Université <i>Les idées économiques de Vauban à l'aune des économistes contemporains et de leurs successeurs</i>
BOIS, Jean-Pierre	Professeur à l'Université de Nantes <i>La compagnie d'invalides détachés de Marsal au XVIII^e siècle</i>
BUFFET, Alain	Ancien Directeur des mines de sel de Varangéville <i>Les usages du sel sous l'ancien régime</i>
DREVILLON, Hervé	Professeur d'Histoire moderne à l'université de Poitiers <i>Le sang et l'impôt : la contribution de la noblesse à l'effort de guerre sous Louis XIV</i>
GANTELET, Martial	Professeur agrégé d'histoire. Docteur en histoire <i>Le rôle du sel dans le financement des garnisons françaises en Lorraine (1631-1661)</i>
GRINEVALD, Paul-Marie	Responsable de la bibliothèque historique, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie <i>Biobibliographie de Vauban</i>
HUSSON, Jean-Pierre et MARTIN, Etienne	Professeur des Universités, Département de géographie, Nancy 2 Doctorant en géographie, E.A 1135, Nancy 2 <i>Étude géohistorique de la place forte de Marsal</i>
JALABERT, Laurent	Docteur en histoire moderne <i>Les frontières dans l'espace lorrain : de la frontière militaire à l'intégration dans le royaume de France (1648-1766)</i>
LORMANT, François	Docteur en histoire du droit, Ingénieur d'études au CLHD, Université Nancy 2 <i>La question fiscale du sel en Lorraine : la gabelle</i>
PERNOT, Jean-François	Maître de conférences au Collège de France <i>Vauban maître d'ouvrage : les procédures de chantiers et des adjudications</i>
REMILLON, Michel	Président de l'association des amis du Musée du sel de Marsal <i>Le sel dans le Saulnois, pouvoir et convoitises</i>
ROBAUX, Paul	Docteur en Médecine, membre de l'Académie de Stanislas <i>La route de France</i>
SALZMANN, Jean-Pierre	Président de la CLHM <i>Introduction à l'œuvre militaire de Vauban</i>
SEUROT, François	Professeur, Université Nancy 2 <i>La conjoncture économique à l'époque de Vauban</i>
TOUZERY, Mireille	Professeur d'histoire moderne à l'université Paris 12 Val-de-Marne <i>La dîme royale ou l'erreur de l'ingénieur</i>
VIROL, Michèle	Maître de conférences des Universités en Histoire <i>La fiscalité dans les "Oisivetés" de M. de Vauban</i>

Entrée gratuite, colloque ouvert à tous dans la limite des places disponibles. Buffet sur place, payant.

Il est prudent de réserver auprès de J.-P. Salzmans, président de la CLHM. Il est prévu un car entre Nancy et Marsal.

Les actes de ce colloque seront publiés.

**À noter, l'autre colloque organisé par la CLHM, consacré également à Vauban :
« Longwy et Vauban », samedi 29 et dimanche 30 septembre 2007, salle des fêtes de Longwy.**

Renseignements et inscriptions : Jean-Pierre Salzmans – 34, boulevard Albert 1^{er} – 54000 Nancy
Téléphone mobile : 06 87 34 26 17 – Courriel : jean-pierre.salzmans@laposte.net



LES CONFÉRENCES DE LA CFHM

« *La bataille de Waterloo, entre histoire et mémoire* »
par Jean-Marc Largeaud*
le 10 mars 2007

Waterloo, dernière bataille livrée par Napoléon et ultime étape de l'affrontement européen commencé en 1792, a longtemps conservé dans la mémoire des Français une place singulière, à forte tonalité de politique intérieure. Elle est évoquée ici dans les images, le combat politique et l'histoire.

L'iconographie de Waterloo permet d'analyser l'évolution de la mythologie de la bataille. Née dans la tourmente de l'été 1815, la première série d'images est constituée par les représentations du grenadier de la Garde, de Cambronne et de son carré de héros (sous la Restauration), de Napoléon dans le « dernier carré » (sous la Monarchie de Juillet). Les illustrations ont tous les styles, du naïf (Épinal) au flamboyant (Raffet). Jusqu'en 1848, le sens en est parfois revendicatif, quand il permet de présenter Napoléon, le grenadier ou le général Cambronne. Ambigu, exaltant l'armée, il peut parfois passer pour un sujet « bonapartiste ». Il met surtout en scène l'héroïsme et le refus de la défaite du peuple et de son meilleur représentant. La seconde série s'ouvre avec les charges de la cavalerie, choc en retour des *Misérables* sous le Second Empire. Une troisième série, à la fin du siècle, découpe en de multiples anecdotes différents épisodes de la bataille. Elle signale le passage de la peinture d'histoire à la peinture militaire qui, après 1870, met en valeur les hauts faits de l'armée française à travers l'Histoire.

La mémoire de Waterloo en France a, de par ses origines, conservé longtemps un caractère politique marqué après la Restauration. Le thème de Waterloo, à vocation purement interne, est un instrument aux mains des oppositions au pouvoir en place : accepter la grandeur des vaincus va de pair avec la volonté de se montrer plus national que l'adversaire politique. L'argumentation la plus connue apparaît sous la Restauration et entre dans le cadre de l'offensive libérale contre la monarchie des

Bourbons. L'entreprise consiste à monopoliser sur le registre national les thèmes relatifs à 1815, donc à revendiquer la référence à Waterloo en la contrôlant politiquement.

La leçon des libéraux n'a pas été perdue et on peut trouver la trace d'une exploitation légitimiste après 1830, au moment de l'intervention française en Belgique pour stigmatiser la politique intérieure et décrire l'humiliation de la France sous Louis-Philippe. Plus tard, sous le Second Empire, on décrira Waterloo comme une victoire des nations protestantes sur les nations catholiques pour condamner la politique italienne de Napoléon III...

L'exploitation la plus à gauche, le plus souvent républicaine, a traversé tous les régimes. Mais le sens a évolué, de la nécessité de la revanche sur l'ennemi intérieur comme prélude à la propagation de la Révolution en Europe, à la critique des conséquences du despotisme napoléonien mêlée à l'admiration des hommes de la Grande Armée.

Entre mythologie et recherche de la vérité, l'histoire de la campagne de 1815 rédigée par Lamartine, Thiers et bien d'autres auteurs moins illustres a contribué au débat politique où la mémoire de la bataille servait à illustrer des opinions. Mais la dernière campagne de Napoléon a aussi accompagné l'émergence d'une nouvelle forme d'histoire, l'histoire militaire. Si le contenu des relations de Waterloo

en France est en grande partie issu des textes parus au *Moniteur* en juin 1815, si la version de Napoléon a imprimé sa marque à nombre d'histoires, des auteurs du XIX^e siècle ont su se dégager de ces traditions. Le lieutenant-colonel Charras en 1857, et l'académicien Henri Houssaye en 1898 ont renouvelé le genre. À ce titre, le *Waterloo* de Houssaye apparaît comme l'ouvrage emblématique d'une forme d'histoire militaire, de culture de la guerre, et de mémoire napoléonienne à son zénith avant 1914.

* Jean-Marc Largeaud est Maître de conférences à l'université de Tours. Il vient de publier un ouvrage, *Napoléon et Waterloo, la défaite glorieuse de 1815 à nos jours*, aux éditions La Boutique de l'histoire.

THÈSE

« La ville face au soldat. Metz dans les conflits du premier XVII^e siècle »

Thèse soutenue par **Martial Gantelet** le 4 décembre 2006 à Saint-Denis. Extrêmement fouillée, elle apporte de nombreux éclairages nouveaux, a été faite sous la direction de Joël Cornette. Le jury était composé en outre de Laurent Bourquin, Hervé Drévilion, Michel Cassan (président et Philippe Martin). Le candidat a été reçu avec mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité.

Rappelons que Martial Gantelet, professeur agrégé d'histoire à Metz, est également le Secrétaire général de la Commission lorraine d'Histoire militaire (CLHM). Voici le résumé de cette thèse qui donnera probablement naissance à plusieurs livres.

Cette étude tente une relecture de l'histoire messine, d'Henri IV à Louis XIV, à partir d'un angle de vue politico-militaire. Elle interroge le concept de réduction à l'obéissance.

La première partie s'organise autour du choc de la violence issue de la guerre (1635). Elle étudie les moyens mis en place pour se garantir des ennemis : l'échange de contributions – paiements – contre des sauvegardes – protections. Se met ainsi en place un premier « droit des gens » au cœur de la régulation du conflit. La seconde partie aborde



Jacques Callot (1592-1635)
Dessin préparatoire pour *Le Prince de Phalsbourg à cheval*
Ville de Metz, Médiathèque

les relations avec les soldats du roi. Elle analyse le poids d'une garnison et celui des passages et séjours de troupes. L'étude aborde les marges de manœuvre de la ville, négociées à Metz, en Lorraine et à Paris, des soldats jusqu'aux ministres du roi. Elle éclaire moins la construction de l'absolutisme que la division à l'infini des souverainetés mise en œuvre lors de la décision et de l'application des ordres royaux.

Enfin, une dernière partie s'intéresse à la ville elle-même. D'abord le gouverneur, dont les vastes pouvoirs et responsabilités sont évoqués pour ce premier XVII^e siècle : un personnage que la monarchie parvient à contrôler progressivement. Ensuite, le pouvoir urbain et les artifices employés pour mobiliser la cité au service de l'effort de guerre de la monarchie.

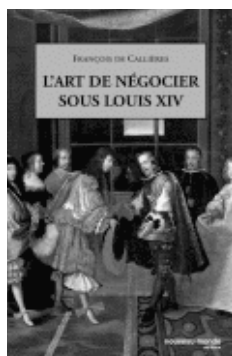
■ Jean-Pierre Salzmänn

PUBLICATION

Les éditions Nouveau Monde viennent de publier un traité (2006, 159 pages, 8 euros) intitulé *L'Art de négocier sous Louis XIV*, de François de Callières (1645-1717).

Le diplomate avait fait publier cet ouvrage après la mort de Louis XIV (1715). L'œuvre a été quasiment ignorée depuis la fin du XVIII^e siècle, en France, mais célébrée dans les autres pays comme un classique de la négociation.

Longtemps émissaire officiel ou officiel de Louis XIV dans diverses cours européennes, puis secrétaire du cabinet du roi (1701-1708), François de Callières publie *De la manière de*



négocier avec les souverains, après le décès de Louis XIV. Il y décrit le diplomate « honnête homme » dont les armes doivent être l'écoute, la persuasion et la civilité, et qui se doit de connaître, parmi d'autres secrets, « les moyens de s'insinuer dans les bonnes grâces d'un prince et de ses ministres ». Son rôle est de chercher avant tout à comprendre l'autre et à gagner les cœurs. La négociation n'apparaît plus alors comme un ensemble de techniques appliquées à une situation de crise, mais comme un art de vivre, une façon d'être en permanence avec ses interlocuteurs.

La modernité de l'ouvrage, exprimée dans un style classique et élégant, fascine encore aujourd'hui les praticiens et théoriciens de la négociation.

■ François Soffer

L'HISTOIRE MILITAIRE AU CINÉMA

Gettysburg, de Ronald F. Maxwell

Sorti en 1993, ce film de Ronald F. Maxwell retrace la célèbre bataille de la guerre de Sécession, livrée les 1^{er}, 2 et 3 juillet 1863 en Pennsylvanie. En portant la guerre dans les États du Nord, le général Lee jouait une des dernières cartes des confédérés pour remporter ce conflit. Son échec marqua le début de la fin pour la confédération des États du Sud (mais ce n'en fut pas la seule cause).

Le film est tiré du livre de Michael Shaara, *The Killer Angels*, deuxième volet de son tryptique consacré à la guerre civile américaine. L'auteur a pris le parti de raconter cette période clé de l'histoire américaine à travers le regard de certains de ses protagonistes, et le réalisateur du film a repris ce choix. Les rôles principaux sont ceux des généraux sudistes Lee (Martin Sheen), commandant en chef, Longstreet (Tom Berenger), commandant le premier corps, Pickett (Stephen Lang), et Armistead (Richard Jordan), tous deux généraux de division. Dans le camp adverse, les généraux Hancock, commandant le second corps d'armée de l'Union, et Buford (Sam Elliot), commandant d'une division de cavalerie, sont à l'honneur. Mais le rôle titre est celui de Joshua Chamberlain (Jeff Daniels), colonel du 20^e régiment du Maine, une unité entrée dans la légende de l'armée américaine pour sa résistance le deuxième jour de la bataille, sur la petite colline de Little Round Top. Cette volonté de ne pas montrer tous les principaux participants de la bataille l'a conduit à négliger le rôle du commandant en chef des forces de l'Union, le général Meade, mais c'est là le seul reproche que nous pouvons faire à ce film. La présence d'un officier britannique envoyé en qualité d'observateur auprès des Confédérés est également tout à fait intéressante.

L'exactitude a été le souci principal du réalisateur. Dès le début du générique, nous voyons défiler les photographies d'époque des différents personnages et celles des acteurs les interprétant. La ressemblance est au rendez-vous, ce dont bien d'autres films devraient s'inspirer. Les décors ne pouvaient pas être plus près de la réalité, le film ayant été tourné sur les lieux même où se déroula la bataille (il est remarquablement conservé et constitue une étape obligatoire aux États-Unis pour tous les passionnés de cette

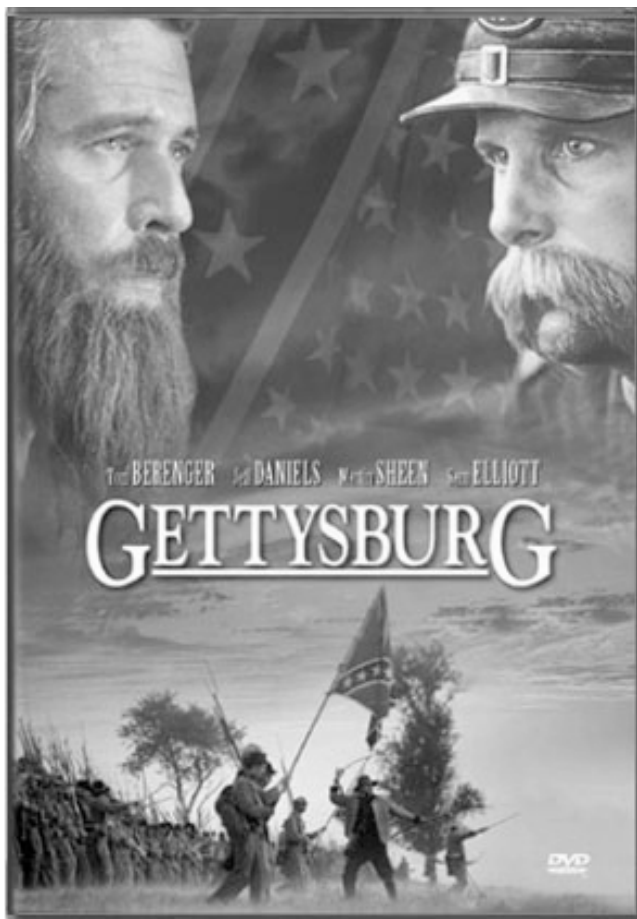
période). Pour les uniformes, les armements et les manœuvres des troupes, le réalisateur a fait appel aux nombreux groupes de reconstituants américains, ces derniers étant toujours attentifs au moindre détail. Le résultat est là. La vie dans le camp, le déploiement des bataillons ou les batteries d'artillerie sont magnifiquement représentés. Preuve de cette précision, de nombreux sudistes marchent pieds nus, la Confédération n'étant plus capable d'équiper ses troupes.

Le film dure près de quatre heures mais à aucun moment le spectateur ne songe à regarder sa montre. Le spectacle est au rendez-vous, avec de grandes scènes de bataille comme les combats pour Little Round

Top ou la charge de Pickett, le dernier jour de la bataille. Mais le film ne se limite pas à cela. De nombreux face-à-face entre les différents participants permettent de mieux comprendre les origines de ce conflit et les motivations de chacun. Certains sont peut-être un peu grandiloquents. Enfin, l'action est soutenue par l'excellente musique de Randy Edelman.

Le film est donc incontournable pour les passionnés de cette époque et pour les amateurs de reconstitution militaire (DVD disponible chez Warner Home Video - VOST).

■ Frédéric Naulet



NOTES DE LECTURE

Jean DELMAS, *La Bataille d'Alger*, éditions Larousse, Paris, 2007. 220 p.

Suivi d'un entretien avec Claude Quétel, directeur de la collection, de notes biographiques et bibliographiques, d'excellents plans de la ville d'Alger, et d'un disque de Patrice Gélinet.

AU TERME D'UNE RECHERCHE APPROFONDIE, le général Delmas nous livre une histoire de cette bataille, écrite « *comme un roman* » selon le projet de Claude Quétel. Ce genre d'écriture permet sans doute de maintenir le lecteur en haleine, mais il ne s'agit pas d'une histoire romancée, les faits historiques sont bien établis. Le contexte international n'est pas oublié (Suez, Budapest, l'ONU). La seule concession à la fiction est le commentaire de l'auteur sous le pseudonyme du capitaine Cardel.

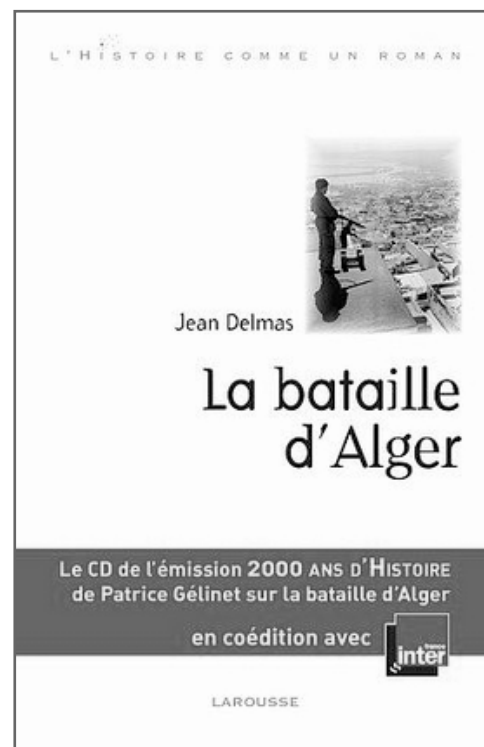
On suit donc la montée du terrorisme qui débute en mars 1956, appliquant à la lettre le programme d'Abane Ramdane, inspirateur politique de cette campagne : « *Un mort à Alger fera plus de bruit que dix dans le djebel.* » À la suite du Congrès de la Soummam, la direction militaire de la Zone autonome d'Alger (ZAA) passe de Ben Khedda à Ben M'hidi, puis à Yacef Saadi après l'arrestation du second. 500 fidayines, soutenus par 5 000 militants et quelques Européens libéraux et communistes, bénéficient du concours de poseuses de bombes motivées.

De janvier à mars, quatre régiments de la 10^e DP, portés à 10 000 hommes avec quelques unités locales, cassent la grève en 48 heures et remontent les filières. Ce conflit dissymétrique n'oppose donc pas « *une armée d'occupation à un peuple sans défense* », selon la thèse des nationalistes. Réticents à l'idée de faire un travail de flic, les colonels sont confrontés au dilemme de « *faire souffrir des tueurs ou laisser massacrer des innocents* ».

Aucun fait n'est occulté : les ratonnades qui suivent certains attentats, la disparition de suspects dont l'estimation est incertaine, l'usage de la torture à laquelle échappent les principaux responsables (entre autres Ben M'hidi, Yacef Saadi, Djemila Bouhired et André Moine), les campagnes d'opinion, qui sont souvent injustes et insultantes contre l'armée.

La phase finale de la bataille est conduite par le colonel Godard, qui élimine Aussarresses et conserve un seul régiment. La destruction des derniers réseaux se fait sans brutalité, par infiltration intelligente.

Cette victoire sur le terrorisme n'apparaît pas comme une défaite politique. Jean Daniel observe, en avril 1957, que le terrorisme est « *très impopulaire chez les musulmans, qui désormais respirent* ». Leur opinion restera longtemps attentiste. Et après ? Jean Delmas démontre les conséquences de cette bataille : alors que le FLN oriente



son action vers la diplomatie et la pression médiatique, la majorité des Européens en sort convaincue que le FLN peut être vaincu et que le gouvernement français doit en prendre acte.

L'entretien final avec Claude Quétel illustre bien la personnalité de l'auteur, son évolution depuis son engagement en Normandie et en Indochine, son attachement à la population kabyle de religion chrétienne, et ses relations universitaires. Il exprime le sentiment des officiers, non défendus par le régime et déchirés par l'abandon des musulmans fidèles : mais qui pensaient qu'il fallait « *continuer de servir quel que soit le régime parce qu'on servait son pays* ».

■ Maurice Faivre

NOTES DE LECTURE

C. M. SCHULTEN, *Met vliegende vaandels en slaande trom, Oorlog in de lage landen, 1559-1659*, (« *Drapeaux au vent et tambours battants* »), de Bataafsche Leeuw, Amsterdam, 2005, 256 pages, ill., index.

Cet ouvrage concernant les Pays-Bas dans leur définition ancienne (actuels Benelux et départements du Nord et du Pas-de-Calais) pousse l'étude de la Guerre de quatre-vingts ans (1568-1648) jusqu'à la paix des Pyrénées (1659).

Les faits politiques sont bien connus : d'une part l'opposition des calvinistes à la politique catholique de Philippe II, seigneur naturel des différentes provinces qui constituent les Pays-Bas et roi d'Espagne, devenue révolte puis guerre entre deux États en 1588, par la rupture de l'unité qui met face à face l'Union d'Utrecht entre « Provinces Unies » gouvernées par les États Généraux calvinistes au Nord et l'Union d'Arras ou « Pays-Bas royaux » restés fidèles au seigneur naturel sans être pour cela hispanisés au Sud, donc les futurs Pays-Bas et Belgique. Cette partition n'était souhaitée ni par Philippe II ni par Guillaume d'Orange, *stahouder* des Provinces Unies.

D'autre part l'implication de l'Angleterre, soutenant les calvinistes, et de la France, redoutant l'hégémonie espagnole, lie la guerre locale de quatre-vingts ans à la guerre européenne de Trente ans.

L'ouvrage de C. M. Schulten apporte une analyse très narrative des phases successives de la guerre aux Pays-Bas, et des portraits et caractères des principaux antagonistes : Guillaume d'Orange, Maurice de Nassau, Egmont, Philippe II, Albe, Farnèse pour ne citer que ceux-là. Il évoque surtout le climat moral et les comportements souvent contradictoires quoique bien enracinés des populations, religiosités opposées : invocations ferventes à la Vierge de Scherpenheuvel des catholiques, iconoclasme des calvinistes, fanatisme, violence, cruauté, sadisme, pillage des troupes, au total recul du contrôle de soi malgré une discipline féroce.

Les faits militaires sont assez bien connus des historiens français mais, le plus souvent, vus de France et dans l'optique du duel franco-espagnol. Aussi est-il intéressant de les voir évoqués d'une manière plus générale, et des Pays-Bas eux-mêmes, à la fois calvinistes et catholiques, avec une réelle objectivité.

L'ouvrage vaut surtout par la description de la guerre, concrète et vivante, appuyée sur une foule d'anecdotes significatives. Par exemple un coup de mousquet peut, par ses étincelles, enflammer le haut de chausse d'un personnage situé près du tireur, ce qui arrive à Philippe de Nassau qui en meurt ; ou encore on extrait par un laxatif, de l'estomac d'une femme qui avait traversé les lignes, une petite boule de cuivre

creuse contenant un message. Alexandre Dumas n'a pas tout inventé. Si le quotidien de la guerre revit, on trouve également de précieuses indications sur l'art militaire de l'époque. Les batailles sont rares et la logistique, trop sollicitée, ne permet pas d'exploiter à fond les plus brillantes victoires. Dans ce pays sans relief, les villes sont les éternels objectifs – d'où la multiplication des sièges, qui impliquent les populations soit dans les milices bourgeoises soit dans la main-d'œuvre des terrassements. Les multiples voies d'eau permettent le transport des troupes, et surtout des canons, et conditionnent les travaux de défense et d'approche.

C. M. Schulten ne pense pas qu'il se soit produit une véritable révolution militaire, mais signale des innovations intéressantes, grenades, mines flottantes... La guerre est avant tout conditionnée par son coût. En 1848, tous les adversaires sont épuisés, même si la bourgeoisie hollandaise – maîtresse de la mer – peut poser les bases d'une hégémonie commerciale.

Enfin, C. M. Schulten prend soin de s'informer de l'écho que les affaires de Hollande ont reçu et, comme il connaît fort bien la littérature française des XVI^e et XVII^e siècles, il cite de nombreuses allusions à des faits précis que l'on trouve chez les plus grands auteurs. Le livre est écrit dans un style familier et l'auteur, dont l'humour est bien connu, ne résiste pas au plaisir d'écrire quelques formules drôles. Ainsi, à propos de l'amputation du bras d'un officier pendant une effroyable canonade, on lit : « Il n'est pas prouvé que l'emploi d'un taux élevé de décibels joue un rôle anesthésiant. » Ou encore « la trésorerie à décaisser et les revers à encaisser »... C'est dire qu'on ne s'ennuie pas à lire cet ouvrage au contenu vivant, à l'information et aux interprétations fort sérieuses et souvent neuves.

■ André Corvisier

Louiselle GALLY-DE RIEDMATTEN, *Le Soldat valaisan au service de l'Empereur Napoléon : un service étranger différent (1806-1811)*, in *Vallesia*, Sion, 2004, tome 59, p. 21-197, ill.

La revue *Vallesia* publie les résultats déjà obtenus par les recherches de Mme Gally sur le soldat valaisan, dans le cadre d'une thèse de l'université de Berne. Il faut dire que ces recherches se heurtent à la disparition de contrôles de troupes du régiment de Courten au SHAT, que ne compensent pas – malgré leur intérêt – les contrôles conservés à Turin des quelques compagnies valaisanes au service du royaume de Piémont. Par contre, le bataillon valaisan levé en 1808 est l'objet d'une rencontre heureuse entre sources militaires du SHAT et archives locales, permettant l'étude en profondeur des hommes qui le composaient. Levé par la république du

Valais sur l'ordre de Napoléon, il présente un cas particulier avant de se fondre dans l'armée française après l'annexion de ce pays en 1810. Le recrutement habituel, local, d'hommes gravitant autour des officiers et d'indésirables dont se débarrassent les autorités ne suffisant pas, le tirage au sort est imposé. Les autorités valaisannes voient dans cette contribution la possibilité de procurer au pays des pensions et du sel, denrée qui lui fait cruellement défaut. Les hommes suivent une tradition déjà établie de service étranger qui d'ailleurs, pour 70 % des cas étudiés, ne les retient pas plus de deux ans dans le bataillon. À côté des traits communs à toutes les unités de l'armée napoléonienne, cette étude exemplaire révèle des traits spécifiques au pays, donnant à penser que l'armée napoléonienne, tout au moins avant 1810, était beaucoup moins uniforme qu'on pourrait le penser. ■ A. C.

Serge NOIRSAIN, *La Confédération sudiste, 1861-1865, Mythes et réalités*, Economica, Paris, 2006. 302 p.

L'auteur du livre choisit d'écarter deux axes dans cette étude consacrée à la Confédération. Tout d'abord – et il s'agit d'une approche innovante, en France – il écarte l'aspect militaire. En second lieu, il refuse le mythe romantique du conflit, celui de la « cause perdue », véhiculé par une certaine littérature représentée entre autres par des œuvres comme *Autant en emporte le vent*, film réalisé par Victor Fleming en 1939.

Il en résulte un ouvrage réaliste et très bien documenté, qui dévoile les aspects mal connus du conflit : le manque de préparation politique et économique d'un pays en gestation, sans soutien diplomatique – malgré, par la suite, l'instauration de l'empire du Mexique dont les dirigeants sudistes auraient pu, s'ils en avaient eu la volonté politique, tirer parti.

Ainsi, la Confédération apparaît comme une république dissidente créée sans consultation populaire par une minorité d'hommes politiques qui refusent de se plier aux lois de la démocratie. C'est également un pays rural, divisé et gouverné par un personnel plutôt médiocre et peu compétent, où règne l'injustice sociale. Son armée est minée par l'exemption et la désertion, la désorganisation de son intendance et le manque d'infrastructures médicales.

Dans ces conditions, la défaite est autant la conséquence d'une implosion que de la supériorité nordiste, et la longueur du conflit résulte – pour reprendre les termes de l'auteur – davantage « de sa nouveauté que de la ténacité des généraux confédérés ».

■ Jean Avenel

Pierre STREIT, *Histoire militaire suisse*, In folio éditions, coll. « Illico », Paris, 2006. 160 p.

« Les peuples heureux n'ont pas d'histoire. » Il serait tentant d'appliquer cette formule à la Suisse tant cet État apparaît à l'observateur extérieur comme un modèle de stabilité, de démocratie apaisée et consensuelle et de cohabitation harmonieuse entre des confessions religieuses et des peuples de langues différentes. Ce serait oublier que la nation suisse s'est forgée à coup d'épée et possède un riche patrimoine d'histoire militaire. Nul mieux que Pierre Streit, à la fois officier et historien, directeur du Centre d'Histoire et de Prospective Militaire (CHPM) de Pully-Lausanne n'était habilité à le présenter.

Dans ce petit ouvrage à la fois clair et précis, érudit et concis, qui satisfera la curiosité de l'universitaire autant que celle de l'« honnête homme », Pierre Streit présente de manière synthétique l'histoire militaire séculaire de la Suisse.

L'auteur n'oublie certes pas de présenter les grandes figures militaires suisses : le général Dufour, vainqueur de la guerre du Sonderbund, le général Guisan, architecte de la stratégie du « Réduit national » pendant la Seconde Guerre mondiale, le stratège Jomini, auquel Jean-Jacques Langendorf a récemment consacré une magistrale biographie. Mais Pierre Streit a également soin, au début de son livre, de présenter les cadres généraux et les constantes de l'histoire sur la longue durée : le facteur géographique, qui fut une contrainte dans certains domaines mais un formidable atout dans l'histoire pour la défense et la préservation de l'indépendance du pays, le principe de neutralité armée et le système de milice qui fait du peuple une « nation armée » et qui est lié à la pratique de la « démocratie directe ».

L'ouvrage est organisé autour de quelques « dates clés », lesquelles constituent autant de tournants décisifs dans l'histoire militaire de la Suisse. La période de la Seconde Guerre mondiale donne lieu à des considérations anticonformistes. Pierre Streit fait en particulier justice du mythe d'une Suisse prétendument collaborationniste ou complaisante à l'égard de l'Allemagne national-socialiste, thèse très en vogue actuellement.

La chute du Mur de Berlin et la fin de la menace que faisait peser le Pacte de Varsovie sur l'Europe occidentale ont récemment obligé la Suisse à repenser sa défense.

Le livre est introduit par une préface du commandant de corps Christian Keckeis, chef de l'armée suisse.

■ Pierre-Emmanuel Barral

LETTRE D'INFORMATION DE LA COMMISSION FRANÇAISE D'HISTOIRE MILITAIRE, HISTOIRE MILITAIRE ET STRATÉGIE
CFHM Commission Française d'Histoire Militaire – Château de Vincennes – B.P. 109 – 00481 ARMÉES
Secrétariat général : Tél. 01 43 36 72 50 – Courriel : secretaire-general.cfhm@club-internet.fr

Directeur de la publication : Jean Avenel – Rédacteur en chef : Pierre-Emmanuel Barral
Rédacteur en chef adjoint : François Soffier – Secrétaire de rédaction : Françoise Bouquerel

LE NUMÉRO : 4 EUROS
